

Questions orales

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Madame la Présidente, le ministre de l'Emploi n'a pas répondu à ma question et n'a pas expliqué comment cette annonce aidera les 750 000 personnes qui n'ont pas droit à l'assurance-chômage. J'aimerais que le gouvernement parle davantage du déficit de l'emploi que des autres types de déficit, qui semblent le préoccuper plus que toute autre chose.

Deux fois, cette semaine, le premier ministre a prononcé des discours qui se voulaient à saveur économique, lors de soupers-bénéfices à 500 \$ le couvert organisés par les conservateurs. Si le gouvernement a finalement un plan de relance économique, le premier ministre suppléant peut-il nous dire pourquoi il ne le divulgue pas immédiatement, par l'entremise de ce Parlement, à l'ensemble des Canadiens qui, pour la plupart, n'ont pas les moyens de payer 500 \$ pour participer à un souper-bénéfice élitiste organisé par les conservateurs et qui, de toute façon, ne le digèreraient probablement pas?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame la Présidente, il serait intéressant de connaître les noms des collecteurs de fonds du Parti libéral. Il n'y en a peut-être aucun. Je sais que le député déteste l'idée que nous ayons un excédent, alors que son parti enregistre un déficit, mais là n'est pas la question. C'est de l'économie et des emplois dont il est question.

Hier soir, et lundi, à Ottawa, le premier ministre a exposé les cinq principes sur lesquels s'appuie la politique économique du gouvernement. Je sais que les libéraux se complaisent dans le pessimisme, mais c'est tout ce qu'ils savent faire. L'économie nous donne toutefois des signes positifs, et le premier ministre a annoncé des mesures qui stimuleront la création d'emplois, de véritables emplois et non pas des projets ponctuels de création d'emplois comme ceux que les libéraux préconisent pour les Canadiens.

Je crois que c'est ce que veut la population, et elle rendra son verdict sur cette question.

* * *

LES TRANSPORTS

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Depuis deux ans déjà, mes collègues et moi exhortons le gouvernement à prendre des mesures pour éviter l'effondrement des deux transporteurs aériens nationaux du Canada. Aujourd'hui, Canadien International est au bord du précipice, et nous constatons que la seule mesure que le gouvernement semble disposé à prendre, c'est d'exiger, d'une part, que les travailleurs fassent davanta-

ge de concessions et, d'autre part, que la société mette à pied 2 500 personnes de plus.

C'est peut-être là la raison pour laquelle le premier ministre a annoncé hier soir que le gouvernement verserait 300 millions de dollars de plus pour la formation. Il sait que beaucoup plus de gens auront besoin d'aide à cause des politiques de son gouvernement.

Le ministre peut-il confirmer que c'est bien là sa stratégie: exiger que les travailleurs fassent davantage de concessions et que la société fasse davantage de mises à pied? Si c'est le cas, peut-il expliquer aux Canadiens pourquoi le gouvernement veut régler cette crise en faisant payer le prix aux travailleurs au lieu d'assumer ses responsabilités?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Madame la Présidente, ma réponse à cette question est non. Le gouvernement n'a rien fait de la sorte.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Madame la Présidente, depuis 1990, l'industrie du transport aérien a perdu plus de 5 000 emplois.

Cela veut dire que 5 000 personnes qui travaillaient pour une industrie en qui elles avaient confiance ont perdu leur emploi.

• (1130)

N'est-il pas juste de dire que la crise dans l'industrie du transport aérien a déjà coûté cher aux travailleurs, cette crise qui a été créée par le gouvernement actuel et celui qui l'a précédé?

Le gouvernement est-il prêt à faire payer encore plus cher les travailleurs? Est-il prêt à investir dans l'avenir de l'industrie canadienne du transport aérien et à fournir suffisamment de fonds, à Canadien International en particulier, pour qu'il ne soit pas nécessaire qu'une société américaine achète 40 p. 100 de ce transporteur canadien? Le gouvernement est-il prêt à prendre une mesure aussi importante?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Madame la Présidente, nous avons reçu, mardi dernier, une proposition des employés de Canadien International ainsi que de PWA et AMR, proposition dans laquelle les employés offraient d'investir jusqu'à 130 ou 150 millions de dollars. Étant donné l'offre des employés, nous avons dit que nous étions disposés à examiner la proposition, et c'est ce que nous faisons de façon assidue depuis mardi dernier. Beaucoup de réunions et de discussions ont eu lieu.

La proposition qu'ils nous ont présentée comporte de nombreux obstacles. Il y a plusieurs aspects très difficiles que nous devons examiner en tenant compte des intérêts de la population canadienne en général et de notre situation financière. Les discussions se poursuivent, et